



PRÉFÈTE D'EURE- ET- LOIR

Arrêté n ° DDT-SGREB-GEMAPRIN 2019-05/1

signé par

**Florian PIEL, Chef du Bureau GEMAPRIN
à la Direction Départementale des Territoires d'Eure et Loir**

le 27 mai 2019

**28 - Direction Départementale des Territoires - DDT
Services de la Gestion des Risques, de l'Eau et de la Biodiversité
Bureau GEMAPRIN**

**ARRÊTÉ CONCERNANT L'AUTORISATION TEMPORAIRE AU TITRE DE L'ARTICLE R.214-1 DU CODE DE
L'ENVIRONNEMENT RELATIVE AUX TRAVAUX DE REFECTION DE L'OUVRAGE N° NR112 DE
FRANCHISSEMENT DE LA RIVIERE LA BRAYE SUR LA COMMUNE DE SAINT-BOMER**



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE D'EURE ET LOIR

Direction Départementale des Territoires
d'Eure-et-Loir
Service de la Gestion des Risques de l'Eau et de
la Biodiversité
Bureau GEMAPRIN

ARRÊTÉ

CONCERNANT L'AUTORISATION TEMPORAIRE AU TITRE DE L'ARTICLE R.214-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT RELATIVE AUX TRAVAUX DE REFECTION DE L'OUVRAGE N° NR112 DE FRANCHISSEMENT DE LA RIVIERE LA BRAYE SUR LA COMMUNE DE SAINT-BOMER

La Préfète d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.214-1 à L.214-6, R.214-1 à R.214-56 ;
- VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) du Bassin Loire-Bretagne, approuvé par arrêté du Préfet Coordonnateur de Bassin en date du 18 novembre 2015 ;
- VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Loir, approuvé le 25 septembre 2015 ;
- VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de Huisne, approuvé le 14 octobre 2009 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 avril 2019 accordant délégation de signature au profit de Monsieur Sylvain REVERCHON Directeur Départemental des Territoires d'Eure-et-Loir ;
- VU la décision du 8 avril 2019 donnant subdélégation de signature au profit de Monsieur Florian PIEL, Chef du bureau GEMAPRIN ;
- VU la demande présentée par M. le Président du Conseil Départemental d'Eure-et-Loir;
- VU l'absence d'observations du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques , saisie pour information de la demande du Président du Conseil Départemental d'Eure-et-Loir, dans sa séance du 14 mars 2019 ;
- VU l'absence d'observations de M. le Président du Conseil Départemental d'Eure-et-Loir ;
- CONSIDERANT** que ces travaux impactent un bras du cours d'eau Eure sur une période inférieure à 6 mois ;
- CONSIDERANT** que l'impact limité dans le temps de ces travaux les soumet à autorisation temporaire au titre de l'article R.214-23 du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'imposer des prescriptions particulières aux travaux afin de permettre une gestion équilibrée de l'eau conformément à l'objet de la loi ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

M. le Président du Conseil Départemental d'Eure-et-Loir, ci après dénommé le bénéficiaire, est autorisé à réaliser des travaux de réfection de l'ouvrage n° NR112 de franchissement de la rivière la braye sur la commune de Saint-Bomer, pour une durée de soixante dix jours à compter du 15 juillet 2019.

ARTICLE 2 :

Conformément à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration en application des articles L.214-1 et suivants du Code de l'Environnement, sont autorisées aux conditions du présent arrêté les opérations suivantes :

RUBRIQUE	DESIGNATION	OBJET	CLASSEMENT
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau	obstacle à l'écoulement des crues	Autorisation
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau	1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Déclaration

Les travaux n'ayant qu'une mise en place provisoire et pas d'effet durable sur les eaux ou le milieu, entrent dans le champ d'application de l'article R.214-23 du Code de l'environnement, en autorisation temporaire.

Au cas où des modifications seraient apportées au projet initial, le bénéficiaire devra au préalable en informer la Préfète. Celles-ci devront être accompagnées des raisons qui les justifient ainsi que de l'analyse de leur impact sur le milieu.

ARTICLE 3 :

Les installations, ouvrages et travaux seront situés, installés et exploités conformément aux plans et aux pièces joints à la demande d'autorisation en tout ce qui n'est pas contraire au présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Toute modification des installations, ouvrages, travaux ou de leur mode d'exploitation, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation, à la connaissance de la Préfète avec tous les éléments d'appréciation de son incidence sur le milieu aquatique.

- PRESCRIPTIONS TECHNIQUES -

ARTICLE 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation préviendra le service chargé de la police de l'eau (DDT) 15 jours avant la date de démarrage des travaux.

A l'issue des travaux, un compte-rendu circonstancié accompagné d'un plan de récolement sera transmis par le bénéficiaire au service chargé de la police de l'eau (DDT).

ARTICLE 6 :

Toutes mesures seront prises afin d'éviter toute pollution du cours d'eau par dépôts directs ou indirects de matières de nature à dégrader les eaux du cours d'eau. Le site fera l'objet d'une remise en état.

ARTICLE 7 :

Le bénéficiaire est garant des dommages aux chemins et aux propriétés causés par la réalisation ou l'exploitation des ouvrages autorisés.

ARTICLE 8 :

En cas d'incident ou de pollution accidentelle, le bénéficiaire de l'autorisation en avertira immédiatement la Préfète, le Service chargé de la Police de l'Eau de la DDT et le service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB).

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire la Préfète, il prendra toutes les mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou de l'accident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier et adressera sous 15 jours un compte-rendu sur l'origine, la nature et les conséquences de l'accident ainsi que les mesures qui auront été prises pour y remédier et éviter qu'il ne se reproduise.

A la demande du Service chargé de la Police de l'Eau, il pourra être procédé à des mesures ou analyses physiques, physico-chimiques ou bactériologiques des eaux des ruisseaux concernés. Ces mesures et analyses, effectuées par un organisme ou un laboratoire agréé, seront à la charge du maître d'ouvrage.

- DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES -

ARTICLE 9 :

La présente autorisation est valable du 15 juillet 2019 au 30 novembre 2019 et du 1^{er} avril au 30 avril 2020, renouvelable une fois à la demande du bénéficiaire.

ARTICLE 10 :

Le bénéficiaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants, notamment l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2002 fixant des prescriptions à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée du forage d'alimentation en eau potable de la commune de Saint-Bomer.

Les agents des services publics, notamment ceux du service chargé de la Police de l'Eau, doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

ARTICLE 11 :

L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est donnée sans préjudice de l'application de toutes autres réglementations générales ou particulières dont les travaux ou aménagements prévus pourraient relever à un autre titre, notamment dispositions relatives aux codes de l'urbanisme, de la santé publique et du travail ainsi que toutes les dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des salariés, la protection des machines et la conformité des installations électriques.

Le bénéficiaire devra se conformer également à toutes prescriptions qui pourraient lui être ultérieurement imposées dans l'intérêt de l'hygiène et de la salubrité publique.

ARTICLE 12 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 13 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Préfète ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre compétent. Elle ne peut, en vertu de l'article L.214-10 du Code de l'environnement, n'être déferée qu'auprès du Tribunal Administratif d'ORLÉANS.

Le délai de recours contentieux est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour où la présente décision est notifiée.

Pour les tiers, le délai de recours contentieux est de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

ARTICLE 14 :

Conformément aux dispositions de l'article R.214-49 et R.181-44 du Code de l'environnement :

- Un extrait du présent arrêté indiquant notamment les motifs qui fondent la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité sont soumis, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie de Fontenay-sur-Eure.
- Un dossier sur l'opération autorisée et une copie de l'arrêté sont mis à la disposition du public à la Direction Départementale des Territoires ainsi qu'à la mairie de la commune où doit être réalisée l'opération pendant deux mois à compter de la publication de l'arrêté d'autorisation.
- L'arrêté est publié au RAA et sur le site internet de la préfecture.

ARTICLE 15 :

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Eure et Loir, Monsieur le Maire de la commune de Saint-Bomer, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires, Monsieur le chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire, inséré au recueil des actes administratifs et mis à disposition du public sur le site internet de la Préfecture de l'Eure et Loir pendant un an au moins.

Chartres, le 27 mai 2019

**P/La Préfète d'Eure et Loir,
P/Le Directeur Départemental des Territoires,
P/Le Chef du Service de la Gestion des Risques,
de l'Eau et de la Biodiversité,
Le Chef du Bureau GEMAPRIN,**



Florian PIEL.